

[Texte]

reputation and are now changing that focus? Is there not a relationship between the two?

Rev. Pfrimmer: Maybe I could just give a preliminary response. We are not talking about modest recommendations. Maybe we did not expand on that to the extent we should have, but I think—

Mr. Axworthy: For Canada itself.

Rev. Pfrimmer: —for Canada we are asking for a number of things. First, we believe that Canada needs to pursue and distinguish itself from what the U.S. policy is in the region, that Canada does not agree with the role that the United States is playing, for example, and trying to convey that. We think that is a responsible position as two friendly nations and that it needs to be put forward so that other voices can be heard and so other nations can begin to join in that process. There are other nations, as you well know, that are already active in taking a different approach in terms of the region but are not necessarily visible.

• 1055

In terms of the aid question, which may be more specifically to the point, we believe Canada needs to commit itself to helping the most vulnerable and the poor in those countries; but trying to do that on a bilateral basis in some countries, as has been said elsewhere, legitimizes the regimes in power that in fact are part of the problem. So we are suggesting that if that is the case then let us increase aid to countries such as Nicaragua or through non-governmental organizations who in fact reach those people who need it the most.

Mr. Axworthy: Does that mean we should say that any aid should be tied specifically to commitments on land reform and that if Nicaragua does it, fine; if Honduras or Guatemala will not do it, then they do not get aid? Should the kinds of human rights conditions we have talked about in previous committees I have been on be expanded to say that there also has to be structural economic and social reform as a condition for massive aid? Is that what you are saying?

Father Ryan: We have certainly found that as a problem, and we have observed that fairly recently in a colloquium we had in Montreal in which there was government participation. One of the things that impressed me in the annual consultation we had with External Affairs in January, for which the department has been preparing small assessments from the department's side on how they see the human rights situation in given countries of concern, was that their expression of concerns was focused exclusively on civil and political rights—not on economic, social, and cultural rights. We

[Traduction]

posent, comme dans le cas du problème des réfugiés, domaine dans lequel nous avons une réputation solidement établie, que nous nous apprêtons à remettre en question? Ne voyez-vous pas là un rapport?

Le rév. Pfrimmer: Permettez-moi de vous donner un premier élément de réponse. Il ne s'agit pas pour nous de recommandations de portée modeste. Peut-être ne nous sommes-nous pas autant étendus que nous aurions dû. . .

M. Axworthy: Je parle des recommandations concernant le Canada.

Le rév. Pfrimmer: Pour ce qui est de la politique canadienne, nous avons demandé toute une série de choses. Nous demandons notamment que la politique canadienne dans la région se distingue très nettement de la politique américaine, et que le Canada fasse savoir qu'il n'approuve pas le rôle joué par les États-Unis. Nous pensons que ce genre de position est tout à fait compatible avec l'amitié qui lie nos deux peuples, mais qu'elle a en même temps besoin d'être annoncée très clairement afin que d'autres voix puissent se faire entendre et d'autres pays se joindre à nous. Il y a d'autres pays, comme vous le savez, qui ont eux aussi une position très divergente sur cette question, sans que cela soit nécessairement su.

Pour ce qui est de l'aide, et c'est peut-être ce qui nous intéresse ici de façon plus précise, nous croyons que le Canada doit s'engager à aider les plus vulnérables et les plus pauvres de ces pays; mais ce genre d'assistance bilatérale, comme on l'a déjà dit, contribue à légitimer les régimes en place, qui font en fait partie du problème. Dans ce cas, et c'est ce que nous proposons, accroissons notre aide à des pays comme le Nicaragua, ou passons par des organismes non gouvernementaux qui peuvent atteindre les couches de la population les plus démunies.

M. Axworthy: Est-ce que cela veut dire qu'il faudrait lier notre aide à la réforme agraire, et si le Nicaragua procède à cette réforme, c'est parfait, alors que si le Honduras ou le Guatemala s'y refusent, nous leur refuserions notre aide? La discussion de la question des droits de l'homme, qui a déjà été soulevée à d'autres comités auxquels j'ai participé, doit-elle être élargie et englober la question des réformes structurelles, économiques et sociales, qui seraient la condition d'une aide massive? Vous ai-je bien compris?

Le père Ryan: Cela fait partie du problème, et c'est ce que nous avons d'ailleurs constaté au cours d'un colloque récent que nous avons tenu à Montréal, et auquel participaient des représentants du gouvernement. Ce qui m'a frappé au cours de cette réunion annuelle que nous avons eue avec le ministère des Affaires extérieures au mois de janvier, c'est la priorité absolue qui était donnée dans les analyses du ministère de la question des droits de l'homme au domaine des droits politiques et civils, à l'exclusion des droits économiques, sociaux et culturels. Comme le comité de M. Winegard l'a très bien vu, il est